L'ÉCONOMIE

LE SORT DES CHÔMEURS

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'ai aussi une question à poser au ministre des Finances. Depuis la dernière séance de travail de la Chambre, nous avons appris que la situation économique n'avait jamais été aussi pire depuis les années 30. La semaine dernière, Statistique Canada a enregistré le plus grand nombre de chômeurs de tous les temps. Et nous apprenions que l'économie ne fonctionnait qu'à 75 p. 100 de sa capacité.

Le ministre voudrait-il nous dire combien de chômeurs il a rencontrés au cours de ce congé forcé de plus de deux semaines? Avec combien de propriétaires de maison affligés d'hypothèques s'est-il entretenu?

Mlle MacDonald: Dans sa tour d'ivoire!

M. Broadbent: Combien de petits hommes d'affaires au bord de la faillite a-t-il rencontrés? Le gouvernement du Canada est-il décidé maintenant à prendre des mesures pour protéger ces Canadiens?

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Il se contente de sourire!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député me demande combien de chômeurs j'ai rencontrés depuis que la Chambre a siégé la dernière fois, le 2 mars. Que le député sache que j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec un bon nombre de chômeurs puisque je suis allé dans ma circonscription où le taux de chômage est très élevé, et où j'ai eu l'occasion de discuter des politiques que nous avons mises en place pour nous préserver de la récession et aussi pour assurer une croissance soutenue à l'avenir.

M. Huntington: Venez donc dire cela chez nous!

M. MacEachen: Je suis parfaitement au courant de la misère qu'engendre le chômage, car j'ai pu parler avec des travailleurs. Cependant, je crois que ce serait une erreur de ma part que d'essayer de faire croire à mes concitoyens en chômage qu'il existe des solutions miracles, car ils n'y croient pas. Que le chef du Nouveau parti démocratique sache qu'ils ne se laissent pas prendre par ses belles paroles.

Des voix: Bravo!

L'INITIATIVE DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je dirai au ministre que les chômeurs de sa circonscription comprennent les conséquences du chômage un peu mieux qu'il ne les comprend lui-même, contrairement à ce qu'il voudrait laisser entendre.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Nous avons cependant aussi appris cette semaine que, pour la première fois depuis que le gouvernement du Canada publie des chiffres à cet égard, il y a eu une baisse nette du nombre d'emplois disponibles par rapport aux années précédentes, plus précisément en février, lorsque 162,000 emplois de moins ont été offerts aux Canadiens. D'une part le

Questions orales

ministre a indiqué bien clairement à la Chambre et dans son discours à New York que le gouvernement du Canada comptait exclusivement sur une reprise de l'économie américaine pour donner des résultats positifs au Canada et, d'autre part, le gouvernement Reagan a reconnu lui-même il y a à peine une semaine que l'économie américaine ne connaîtrait pas de reprise avant la fin de 1982. Alors, pendant combien de temps les Canadiens devront-ils attendre avant que le gouvernement du Canada, leur propre gouvernement, prenne lui-même l'initiative de faire quelque chose?

L'hon, Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le chef du Nouveau parti démocratique aurait tort de croire que j'ai déclaré à New York que la solution de nos problèmes économiques dépendait exclusivement des solutions apportées aux États-Unis. Le fait est que nous connaissons des taux d'inflation très élevés. Nos prix sont très élevés et nos coûts augmentent toujours. Si nous voulons être compétitifs, si nous voulons créer au Canada des conditions susceptibles de favoriser la reprise économique et si nous voulons participer à la reprise économique internationale, nous devons faire certaines choses dans notre propre pays. Les mesures qu'il faut prendre au Canada sont décrites dans l'exposé budgétaire. Comme le député le sait, si nous ne pouvons pas créer des conditions susceptibles de favoriser la croissance au Canada, nous n'aboutirons à rien et nous ne pourrons pas créer de telles conditions favorables tant que les prix et les coûts ne baisseront pas.

LES FINANCES

LA DESCRIPTION DU BUDGET FAITE PAR LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL

M. Edward Broadbent (Oshawa): Ma dernière question, madame le Président, s'adresse au solliciteur général. Étant donné que celui-ci a déclaré publiquement que le beau travail du ministre des Finances, c'est-à-dire le budget, était une catastrophe politique, et étant donné aussi que le premier ministre a déclaré, il y a quelques semaines à peine, qu'aucun membre du cabinet ne critiquerait plus le budget à moins de présenter en même temps sa démission, je voudrais demander au solliciteur général s'il a eu l'honnêteté d'accompagner sa franche critique du budget d'une lettre de démission?

Des voix: Bravo!

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général): Madame le Président, je voudrais inviter les députés d'en face à lire la lettre, ou même à lire le compte rendu qu'en ont fait les journaux. Je crois que s'ils le font, et ne s'attachent pas seulement aux expressions pittoresques qui ont fait l'objet . . .

M. Broadbent: Pittoresques?

M. Kaplan: ... de leurs questions aujourd'hui, ils se rendront compte que j'appuie le budget, que j'appuie l'imposition de restrictions à ce moment-ci et que j'appuie le ministre des Finances.